



Non a l'intervention militaire au Mali !

Ceux qui ont mis le feu sont mal placés pour éteindre l'incendie

Depuis le vendredi 11 janvier, l'armée française intervient par des moyens aériens et au sol pour bloquer l'avancée des jihadistes vers Bamako. Nous connaissons et condamnons les crimes commis par ces derniers contre les hommes et les femmes maliennes des régions qu'ils contrôlent. Nous savons aussi qu'une bonne partie du peuple malien et parmi eux les travailleurs immigrés en France approuvent cette intervention qu'ils voient comme la seule issue immédiate.

Pourtant, en tant que communistes et anti-impérialistes, nous condamnons cette intervention militaire, car nous savons que ceux qui mettent le feu, et qui prétendent ensuite jouer les pompiers, sont le problème, la cause, et non la solution des crises qui frappent de nombreux pays d'Afrique.

La déstabilisation du Mali a pour origine immédiate l'éclatement de la Libye dans lequel la France a joué un grand rôle. Elle a permis aux divers groupes islamistes de s'équiper d'un matériel de guerre puissant avec lequel ils ont mis en déroute l'armée malienne. Mais l'incapacité du Mali à se défendre, à assurer la sécurité des étrangers (français) qui y résident n'est pas une fatalité. Le Mali est dit « pauvre » mais son économie est pillée et étouffée par les exigences des impérialistes qui organisent le commerce mondial. Son or est exploité au bénéfice de sociétés étrangères. Son coton est concurrencé par le coton américain subventionné. Ses créanciers pompent ses ressources financières. Ses principales entreprises sont contrôlées par des sociétés étrangères dont beaucoup sont françaises. Ses terres irrigables sont louées à des Etats étrangers. **La faiblesse du Mali est là, aggravée par la corruption de ses bourgeois prêts à brader à leur profit les ressources de leurs pays. La force du Mali est l'énergie de ses travailleurs, de ses paysans, de ses immigrés qui tentent de pallier les défaillances de l'Etat.**

Pillage de ses ressources et du travail de son peuple : voilà pourquoi le Mali n'est pas en mesure de se défendre, d'assurer son indépendance nationale et doit s'en remettre à un « protecteur impérialiste ». Voilà aussi pourquoi la France ne peut apporter une solution à la crise, car elle défend le système économique (FMI, Banque Mondiale, privatisations) qui appauvrit le pays. Les impérialistes n'ont pas d'amis, seulement des intérêts. Et les gouvernements français, de droite ou soi-disant de gauche, agissent pour préserver ces intérêts.

La France en intervenant renforce son rôle et sa position dans une région où sa présence économique a régressé au profit d'autres pays, dont la Chine. De plus, la reconquête du Nord du pays, qui sera autrement plus difficile que les opérations récentes d'interception de convois armés, permettra d'affirmer une présence dans une région riche en pétrole et en divers métaux rares. Enfin la stabilité du Sahel est stratégique pour la France qui exploite au Niger l'uranium qui alimente ses centrales et lui assure une soi-disant « indépendance énergétique », assise sur la dépendance du Niger. Enfin, la déstabilisation du Mali entraînerait

une immigration nouvelle d'hommes et de femmes en France. La « France généreuse » de « gauche » poursuivant la politique sarkoziste, est l'« amie des maliens », pourvu qu'ils supportent leur misère chez eux.

L'armée française a contribué à arrêter l'avancée de jihadistes, mais l'intervention étrangère n'est pas la solution, et reste le problème.

En tant que communistes, nous affirmons notre solidarité avec le peuple malien et nos camarades immigrés. Nous soutenons leur lutte pour le développement d'un Mali véritablement indépendant et juste, ce qu'il ne peut être que si les travailleurs et paysans maliens :

- **contrôlent les richesses qu'ils créent par leur travail et pour cela chassent du pouvoir la bourgeoisie corrompue docile aux impérialistes,**
- **exproprient les entreprises étrangères qui exploitent les ressources de leur pays,**
- **dénoncent la dette qui les saigne,**
- **reçoivent l'appui des travailleurs des autres pays, en particulier de leurs camarades de classe d'ici, appui qui implique l'exigence de la régularisation de tous les sans papiers (qu'ils soient maliens ou non) et l'égalité totale des droits politiques et sociaux entre travailleurs français et immigrés.**

Le 14 janvier 2013